

Emploi d'Avenir en Tunisie : Faire Converger Éducation et Opportunités

Le 26 mai 2018, Afkar a réuni 30 personnalités clés sous le thème « Emploi d'Avenir en Tunisie : Faire Converger Éducation et Opportunités ». La conversation a été dirigée et rapportée par Naceur Ammar, président et cofondateur d'ESPRIT et modérée par le journaliste Haythem El Mekki.

Les parties prenantes étaient plus de 20 entités représentant le gouvernement tunisien, la société civile, le secteur privé, les organisations internationales, les groupements professionnels et les professionnels de l'éducation.

Cette édition spéciale Ramadan d'Afkar a débuté avec une présentation de quatre initiatives spécifiques réalisée par quatre intervenants. En effet, ces présentations visent à remédier au décalage entre les modes d'apprentissage du système éducatif tunisien et les compétences exigées par le marché du travail tunisien et international. Au cours de leurs présentations, les intervenants ont mis en évidence les défis suivants :

- Un nombre élevé de diplômés universitaires sans emploi et un faible taux de croissance économique ne pouvant pas absorber le nombre actuel de diplômés universitaires tunisiens ;
- Un système éducatif tunisien qui ne fournit pas aux étudiants les compétences appropriées, que ce soit pour le marché du travail actuel ou pour les besoins futurs du marché du travail tunisien et international dans les 10 à 20 prochaines années ;
- Les secteurs innovants ont du mal à trouver des candidats appropriés pour des postes à pourvoir;
- Une fuite des talents tunisiens significative et des obstacles à l'investissement et la création d'emplois en Tunisie pour ses ressortissants issus de la diaspora ;

Afkar est une initiative qui rassemble les principaux acteurs concernés par une thématique dans le but d'avoir un dialogue qui débouchera sur des résultats concrets. En 2018, Afkar lance une série de six éditions dans le but d'aborder les différentes angles spécifiques ainsi que les défis économiques de la Tunisie.



- Les diplômés universitaires sont victimes d'un « triple analphabétisme » : compétences linguistiques, capacités techniques et compétences générales (soft skills) ;
- Les étudiants, notamment ceux qui vivent en dehors des grands centres économiques, ont un manque de connaissances du marché du travail et des opportunités d'emploi.

RECOMMANDATIONS

Lors du débat, les participants ont été invités à proposer des solutions spécifiques et réalisables aux défis décrits ci-dessus. Les solutions suivantes ont été proposées :

- 1) Revivifier les instituts de l'ISET dans les régions de l'intérieur :** Certains campus de l'ISET n'ont pas les équipements nécessaires pour former les étudiants dans les domaines technologiques avec un manque des équipements de base tels que les ordinateurs ou le wifi. Les participants ont suggéré alors d'équiper les l'ISET de manière à ce que les étudiants acquièrent les compétences requises d'une part, et à utiliser ces espaces pour des formations supplémentaires d'autre part. Ces actions représenteront pour les étudiants des occasions de se rapprocher des entreprises et du secteur privé. Les universités devraient également devenir des centres d'apprentissage ouverts 24 heures sur 24. Ils faciliteront ainsi la formation en dehors de la salle de classe.
- 2) Transformer les méthodes pédagogiques :** Les éducateurs doivent changer leurs méthodes pédagogiques afin de développer un état d'esprit de développement chez les étudiants. Ceci les aidera à organiser leur recherche de connaissances plutôt que de se voir comme la seule source d'information et d'autorité. Les participants ont également suggéré que les universités tunisiennes devraient chercher des accréditations et développer des politiques d'assurance qualité pour améliorer leur performance.

De plus, les participants ont suggéré de créer un site web d'évaluation des universités. Cette plateforme contiendra des statistiques de chaque institutions à travers des évaluations fournies par les étudiants. En effet, le but de cet outil est de créer un système de responsabilisation et de réactivité de la part des enseignants.

3) Réviser les exigences du programme et de l'obtention du diplôme

: Une grande proportion des étudiants tunisiens ne maîtrise pas l'usage professionnel des langues. Ils manquent en outre des qualités professionnelles et le savoir nécessaire pour réussir au travail. Les universités devraient donc proposer des offres éducatives plus équilibrées, y compris les sciences humaines et les langues, pour lutter contre « le triple analphabétisme » des étudiants (compétences linguistiques, capacités techniques et compétences générales). Par ailleurs, les universités ne devraient plus tester les étudiants uniquement par des méthodes basées sur la mémoire mais surtout leur fournir des opportunités de devenir plus autonomes et de développer un état d'esprit volontaire et ambitieux.

En proposant des offres plus variées, les étudiants peuvent également explorer leurs passions et être habilités à choisir des sujets et des parcours professionnels plus adéquats à leur profil.

Aussi, de nombreux étudiants ne sont pas satisfaits dans leurs domaines d'études particuliers, et les parents ne savent pas comment les aider à se retrouver dans le système éducatif actuel.

Les universités devraient examiner les facultés qui produisent de nombreux diplômés sans emploi et déterminer si ces facultés devraient continuer à fonctionner.

4) Incorporer les aptitudes ou les compétences dites « douces » tout au long de la scolarité des élèves :

les établissements éducatifs doivent inculquer les compétences générales tels que : l'intelligence émotionnelle et la flexibilité. Ces acquis sont requis pour que les prochaines générations de diplômés réussissent sur le marché du travail. D'ailleurs, ce processus doit commencer à l'école secondaire ou plus tôt, bien avant.

Les établissements éducatifs peuvent également offrir aux étudiants des opportunités de développer leurs compétences en créant une vie universitaire plus riche. Cela inclut d'offrir plus d'activités parascolaires telles que des clubs ou des associations où ils peuvent développer des communautés fortes, développer une base éthique, et pratiquer des compétences telles que la communication et le travail d'équipe.

5) Une meilleure communication et une collaboration plus profonde entre le secteur privé et les universités pour développer les programmes et orienter les étudiants vers de futures opportunités de carrière :

Le secteur privé peut communiquer ses besoins en matière de compétences et de recherche au système éducatif. Cette approche permettra aux étudiants d'obtenir des stages, d'être exposés



au marché du travail et de se connecter à des mentors. Les universités devraient de leur côté alterner entre la formation théorique et la formation pratique. Elles devraient aussi inclure le savoir et les compétences du secteur privé dans leur programme d'études et ne pas se contenter d'accueillir une journée de carrière ou un conférencier occasionnellement. En réalité, le secteur privé ne peut pas remplacer l'université dans la formation des étudiants. En effet, les deux acteurs doivent travailler ensemble pour atteindre les objectifs et les buts communs.

De plus, les établissements éducatifs devraient s'efforcer de sensibiliser leurs étudiants aux possibilités de carrière et aux débouchés futurs, dès le secondaire ou même avant. La majorité des étudiants (et leurs familles) ont peu d'informations sur les besoins actuels du marché du travail. Ceci est dû au fait qu'ils n'ont pas suffisamment d'orientation ou de conseils pour choisir un programme d'études à l'école secondaire, à l'université ou dans des programmes techniques.

- 6) Démocratiser l'accès à l'éducation, aux réseaux et aux opportunités entre les régions économiquement défavorisées et marginalisées :** l'État tunisien peut revitaliser les institutions nationales existantes, comme l'ISET, les cyberparcs et les technopoles, pour mieux former les étudiants. Il peut aussi offrir des programmes de reconversion professionnelle, et enfin créer des opportunités pour le travail à distance. Au sein de ces institutions, des interventions sporadiques telles que des conférenciers du secteur privé ou des journées de carrière peuvent être institutionnalisées.

Pour les aider, les participants ont proposé d'établir des partenariats entre les initiatives visant à combler les disparités entre les régions. Ils ont proposé de coopérer avec des acteurs locaux engagés dans ces régions.

Enfin, les participants ont souligné l'importance d'élargir l'état d'esprits et les perspectives des étudiants, notamment ceux vivant dans des régions socialement, économiquement ou géographiquement marginalisées.

- 7) Regarder au-delà de la Tunisie pour créer des opportunités d'emploi en Tunisie :** Alors que de nombreux diplômés tunisiens cherchent des opportunités de carrière à l'étranger, la Tunisie peut



également devenir une destination d'embauche pour les entreprises à la recherche de talents technologiques. Les participants ont souligné la nécessité d'adopter un état d'esprit international et de promouvoir une culture du travail à distance. Les établissements d'enseignement, les entreprises et les organismes de soutien devraient s'adresser aux entreprises qui souhaitent embaucher des Tunisiens pour travailler à distance. Les technopoles et cyberparcs pourraient également être utilisés comme lieux de travail éloignés, en particulier dans les régions marginalisées ou à l'extérieur des grandes villes.

- 8) Un regain d'attention pour les secteurs à forte employabilité :** Dans le cadre des discussions avec l'Union Européenne sur l'accord de libre-échange ALECA et en vue de minimiser l'impact de la fuite des cerveaux en Europe, les participants ont proposé la création d'un programme de 're-formation' des diplômés et la formation de formateurs dans les secteurs à forte employabilité.